

**Quel avenir pour la mer et le littoral en Nord Atlantique – Manche Ouest ?**  
**Atelier citoyen SAINT-NAZAIRE**  
**22 mars 2018**

**Synthèse**

**32 participants.**

**Garant : Jean-François Hélas.**

**I/ Quels enjeux prioritaires ?**

La séance "gommettes" a donné les résultats suivants :

- **Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales : 21 gommettes.**
- **Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces, sans dégradation du milieu et sûre pour les populations : 22 gommettes.**
- La sécurité des biens, des personnes et des activités économiques situées dans les zones basses et/ou soumises à érosion du trait de côte : 10 gommettes.
- **La capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations et de leurs activités : 16 gommettes.**
- Les activités de défense et de sécurité : 4 gommettes.
- La connaissance, la recherche et l'innovation : 15 gommettes.

Autres enjeux proposés :

- la gouvernance : 1 gommette.
- le développement du cabotage.
- la contribution à la compétitivité.

**II/ Les contributions des citoyens sur les deux enjeux prioritaires**

**Une économie maritime performante, garante d'une exploitation durable des ressources marines et des espaces, sans dégradation du milieu et sûre pour les populations**

***Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :***

Ces enjeux concernent l'avenir. Il est nécessaire de préserver la ressource, et d'avoir une convergence entre cet enjeu et celui du développement de l'économie et des emplois.

L'économie maritime concerne de nombreuses activités : industrielles, grâce aux infrastructures portuaires, agro-alimentaires...

Les activités ont un impact sur l'écosystème (exemple du dragage).

Il est nécessaire de développer une écologie industrielle (gestion des ressources et recyclage de la matière et de l'énergie).

La France est en retard dans le développement des énergies marines renouvelables.

La pêche doit être durable, dans un contexte de changement climatique.

La raréfaction de la ressource nécessite le développement de l'aquaculture.

## **Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?**

### **Opportunités :**

- faire des choix ;
- créer des milliers d'emplois, développer l'économie locale ;
- assurer la pérennité des activités du grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire dans le contexte de la transition écologique, et son positionnement dans la façade ; mettre en réseau les ports au lieu de les mettre en concurrence ; développer le cabotage pour le transport de marchandises ;
- développer la recherche, l'innovation (la France est un pays de start up, en lien avec le monde éducatif) ; développer les biotechnologies marines, une économie bleue zéro déchet, une activité écoportuaire verte (écologie industrielle), les énergies marines renouvelables, notamment l'éolien posé et flottant, l'hydrolien... ;
- conforter la place de la plaisance ;
- valoriser le potentiel d'activités sportives et de loisirs au-delà de la période estivale.

### **Difficultés :**

- se donner les moyens financiers des objectifs ;
- définir une priorité entre volet environnemental / volet économique ;
- gérer les estuaires et les cours d'eau : exemple de l'envasement de la Loire ou de la Vilaine ;
- gérer le foncier ;
- manque de connaissance des impacts des activités sur l'environnement, en mer ;
- temporalité entre les projets et les procédures / travaux, acceptabilité des projets ;
- stabilité des positions politiques ;
- entretien des ports ;
- transport vers les îles ;
- problème de débouchés pour les diplômés des écoles de marine marchande ;
- quid du recyclage des bateaux en fin de vie ?

Le développement du grand port maritime de Nantes Saint-Nazaire tout en préservant le milieu constitue à la fois une opportunité et une difficulté.

## **Quelles propositions pour bien vivre en 2030?**

Affirmer une politique claire pour le développement de l'économie bleue.

Améliorer la gouvernance et la concertation dans le cadre des projets.

Se fixer des objectifs de long terme pour ne pas dégrader le milieu.

Développer la complémentarité entre grands ports maritimes.

Réaménager à terme le port de Nantes en zone de bureaux et activités PME-PMI.

Avoir une gestion dynamique des places de ports.

Partager la connaissance de ce qui se passe en mer, et des impacts des activités, vulgariser, diffuser la culture scientifique.

Investir davantage en recherche et développement. Développer la filière des biotechnologies qui peut apporter des solutions pour réutiliser des effluents rejetés par les entreprises pour produire de la biomasse algale (santé, alimentation...). Développer la connaissance des impacts des mouvements de sédiments et des sols.

Renforcer les contrôles des pratiques de pêche par les affaires maritimes. Développer des zones préservées de toute pêche (ainsi que des périodes). Créer des bassins d'aquaculture au large de la Turballe et du Croisic (Bars, daurades).

Traiter le sujet de la plaisance et des activités de loisirs sur le littoral.

Le développement économique nécessite un meilleur maillage des moyens de transport avec le reste du territoire. Augmenter les interconnexions terre-fleuves-mer. Remettre en place des lignes maritimes. Prolongation de la ligne TGV rapide jusqu'à Nantes.

## Le bon état écologique du milieu marin et la qualité des eaux territoriales

### ***Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :***

Le bon état écologique est essentiel à la santé et la survie de l'humanité et des espèces. Il conditionne pour les générations futures les usages de la mer et du littoral ainsi que le développement des territoires.

La qualité du milieu est déterminante pour le développement des activités (aquaculture, pêche, tourisme (destination mondiale), loisirs, vie sur les littoraux,...).

L'enjeu est de conserver voire d'améliorer les écosystèmes, ce qui rendra également plus abondantes les richesses halieutiques.

L'enjeu de la qualité de l'eau nécessite une approche au niveau du bassin versant. L'ensemble des activités qui s'y déroulent peuvent avoir un impact (impact de l'utilisation des produits phytosanitaires par exemple). La pollution est visible.

Les périodes de sécheresse ont un impact sur la remontée des eaux salées. Problématique de la fermeture du barrage d'Arzal pour permettre la production d'eau douce avec impacts sur les activités nautiques, pollution accrue du milieu.

Le changement climatique a un impact sur le trait de côte qui se modifie.

### ***Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?***

#### **Opportunités :**

- il existe des solutions, qui peuvent être trouvées dans les pratiques d'autres pays,
- prise de conscience collective des problématiques de santé publique, plus seulement l'affaire des « écolos » ;
- sensibiliser et développer la connaissance des plus jeunes aux plus âgés ;
- montée en gamme, valeur des emplois ;
- meilleur traitement des eaux urbaines (stations d'épurations) ;
- reconnaissance de la qualité des eaux de baignade (pavillon bleu) ;
- développement des aires marines protégées ;
- action des collectivités : plans de prévention des risques littoraux, volet maritime dans les schémas de cohérence territoriale.

#### **Difficultés :**

- pratique des consommateurs (surconsommation de la crème solaire, utilisation des produits d'entretien, engrais...)
- pression foncière, pression économique, conflits d'usages (activités/population) ;
- conséquences des activités terrestres sur la mer ;
- érosion côtière due à l'urbanisation et au changement climatique ;
- gestion des boues de dragage qui ne sont pas reconnues comme des déchets à traiter à terre mais rejetées en mer) ;
- maîtrise des pollutions (industrielles, agricoles, domestiques, mégots de tabac...)
- harmonisation des produits d'entretien (antifouling notamment) pour tous les bateaux (y compris professionnels et défense) ;
- manque de contrôle en matière d'assainissement, problème d'utilisation des réseaux d'eaux pluviales ;
- manque de connaissance du milieu, temps nécessaires pour des analyses fiables, avec des données de référence ;
- manque d'information (pas de communication dans les zones de pêches à pied et autour des îles).
- continuité dans la gestion entre le domaine public maritime et le domaine public fluvial.
- dégazage : amende moins chère que l'action réparatrice.
- dilution de la capacité de décision, problème de gouvernance.

### **Quelles propositions pour bien vivre en 2030?**

Mettre en place une politique de réduction des polluants qui arrivent à la mer en suivant les principes « pollueur-payeur » (agriculture, boue de dragage, etc.). Sanctionner également les « petits pollueurs ».

Mesurer l'état de la qualité des eaux et de l'environnement, établir un gradient et communiquer régulièrement (comme on le fait pour le taux de chômage). Garantir la pérennité des organismes de connaissance (observatoires...). Développer la connaissance du milieu marin, la partager. Vulgariser. Diffuser les bonnes pratiques. Mettre en place des visites d'entreprises et de découvertes des métiers de la mer pour les touristes et les habitants pour sensibiliser aux enjeux liés à la mer et à la qualité de l'eau.

Faire évoluer les pratiques et les comportements dans tous les secteurs : changer les pratiques agricoles, faire évoluer l'industrie chimique, évolution des habitudes alimentaires, utiliser moins de plastique dans les emballages. Approvisionnement local des cantines scolaires : sourcing local, biologique, sensibilisation/éducation.

Meilleure capacité des stations d'épuration en haute saison. Retraiter les déchets et les boues de dragage. Récupérer l'eau de pluie. Renforcer la réglementation en matière de nautisme (rendre obligatoires les caisses à eaux noires).

Obliger les acteurs à se réunir.

Mettre en place une fiscalité incitative.

Créer un ministère de la mer et du littoral.

### **La capacité d'accueil du littoral, des espaces maritimes et insulaires et leur accès en faveur de la mixité des populations et de leurs activités**

#### ***Pourquoi ces enjeux sont importants ? Ils sont importants car :***

Maîtrise nécessaire de la pression démographique et touristique (attractivité). Le tourisme représente une part importante de l'économie du littoral, mais problématique de la gestion de l'afflux de population l'été.

Enjeu de mixité sociale, générationnelle, mixité des usages. Croisement des enjeux sociologiques, économiques et environnementaux. Enjeu de protection des personnes face aux risques naturels.

Faire coexister des vocations différentes dans un même espace très convoité (exemple : industrie/plaisance, énergies marines renouvelables/pêche/plaisance).

Enjeu très important pour la préservation du littoral, des zones humides et des îles, et pour la gestion de la ressource en eau.

France, première nation pour le nautisme.

Accueil des grands paquebots.

#### ***Quelles synergies/opportunités, difficultés/conflits ?***

##### **Opportunités :**

- un littoral encore attractif et accessible, avec de bons outils d'urbanisme ;
- une bonne gestion de l'espace contribue au développement durable, prise de conscience en cours de l'importance de partager la mer ;
- se baser sur un état des lieux fiable.
- des relais de médiation existent : écoles de voile, encadrants activités nautiques, maîtres nageurs...
- marque France porteuse.

**Difficultés :**

- cohabitation des différentes activités, maintien des terres agricoles, gérer l'attractivité touristique, mixité sociale, accueil de population à plus faibles revenus, résidents permanents vs. résidences secondaires ;
- niveau des infrastructures (transports, assainissement, gestion des déchets...) ;
- activités nautiques particulièrement concernée, mais peu évoquée ;
- compréhension des enjeux par le public ;
- capacité d'action de la société nationale de sauvetage en mer - SNSM;
- répartition des rôles entre les différents niveaux de collectivités et avec l'État.

***Quelles propositions pour bien vivre en 2030?***

Planification en mer. A terre, utiliser les outils d'urbanisme et d'aménagement (plans locaux d'urbanisme, schémas de cohérence territoriale, schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, périmètre de protection des espaces agricoles et naturels, loi littoral...). Conserver des espaces communs grâce à l'action du conservatoire du littoral. Elaborer des schémas d'aménagement terrestre concerté avec les activités maritimes et portuaires.

Innover pour réaliser des infrastructures qui puissent s'adapter aux variations de populations. Requestionner les orientations /solutions du passé, notamment en matière touristique. Fluidifier, diversifier les modes de transport. Améliorer la gestion des ports de plaisance, développer les ports à sec.

Sensibiliser à la protection de l'environnement (panneaux, plaquettes...) et pédagogie, code de bonne conduite. Classes de mer. Déployer des médiateurs sur le littoral, l'estran. Mettre en place une meilleure signalisation en mer côtière (comprendre où on est et l'impact de sa présence). Former les personnes qui naviguent (danger, respect des règles).

Offrir les conditions d'une participation de tous les citoyens aux différentes instances.

Soutenir les associations environnementales.

Bien définir ce qu'est la capacité d'accueil d'un territoire.

Définir une politique du logement, notamment à visée sociale dans les stations balnéaires.

Appliquer les principes de l'écologie industrielle.

### **III/ Les contributions des citoyens sur la vision 2030**

**Les participants adhèrent majoritairement à la vision**, mais l'un des participants trouve que des mots manquent : « compétitivité », « éducation », « faire des choix », « conditions du succès », « méthode opératoire ». Un autre la trouve « trop ambitieuse », il est nécessaire de prioriser.

**Les points d'adhésion forts sont :**

- La transversalité de la vision, sa cohérence, ses grands principes vertueux ;
- La gestion de la bande littorale et de la mer (urbanisation, métropolisation, maintien des espaces publics, des terres agricoles, prise en compte de l'environnement marin et terrestre, surveillance des écosystèmes, études d'impacts) ;
- Le dépassement de l'opposition entre économie et environnement, ou plutôt leur conciliation, pour la conservation de la biodiversité et parce que l'économie dépend intégralement de l'environnement ; c'est également une nécessité pour lutter contre les effets du changement climatique ;
- Le développement de l'économie bleue ;
- l'importance de la transition numérique (qui pourrait également contribuer à la surveillance des infrastructures littorales), mais tout en considérant qu'elle est très « énergivore » et qu'il existe encore une fracture numérique.

La question du grand port maritime de Nantes Saint – Nazaire fait l'objet de débats, entre volonté de le voir se développer et accord avec la vision proposée en 2030, mais interrogation quant à la réalité et à la concurrence avec les autres ports.

Le vœu d'une mixité sociale est difficile à atteindre pour un des participants qui demande d'arrêter la construction de logements sur le littoral « quels qu'ils soient ».

Un participant souligne que la transition énergétique ne doit pas concerner seulement les îles et fait référence aux anciens moulins à marée du Golfe du Morbihan. C'est l'ensemble du littoral qui devrait être la vitrine.

Les aspects géopolitiques des choix réalisés en matière de modèle économique devraient être interrogés (relations internationales dans le contexte du Brexit, mondialisation).

**La vision n'évoque pas (ou pas assez) plusieurs enjeux prioritaires :**

- les moyens dédiés à l'atteinte de cette vision ;
- Les modes de gouvernance et la concertation nécessaire.
- le développement de la filière du nautisme et de la plaisance, et le développement des activités et loisirs nautiques (dont dimension sportive et compétitive), leur coexistence avec d'autres activités, notamment l'été dans la bande des 300 mètres ;
- le problème des risques naturels : érosion du trait de côte et submersion marine et les conséquences sur la population concernée par ces risques. Il conviendrait de faire état des dispositifs mis en place pour sauvegarder la population et les infrastructures en cas de survenue de risques naturels majeurs (plans de prévention des risques littoraux, plans de prévention du risque inondation, plans communaux de sauvegarde, programmes d'action de prévention des inondations, stratégies locales de gestion du risque inondation...) ;
- le développement des biotechnologies marines (micro-algues...) ;
- la temporalité des activités et leur répartition sur le littoral, la création d'espaces préservés de toute activité ;
- la mise en place de mesures de réparation à la suite de pollutions ou de dommages à l'environnement.

### **Pour atteindre cette vision intégrée, il est proposé :**

- que l'État fasse en sorte que la cohésion des habitants soit une réalité autour d'un modèle de société renouvelée : donner un sens et une vision commune partagée ;
- de multiplier les présentations publiques de la vision maritime ;
- de hiérarchiser les étapes, de se concentrer sur certaines, fixer des règles claires, et faire confiance aux acteurs, d'avoir des politiques publiques réactives ;
- d'analyser 3 pays qui ont bâti une stratégie qui s'est traduite dans les faits : Canada, Pays-Bas, Danemark ;
- de mettre en place des garde-fou pour assurer un développement des projets économiques respectueux de l'environnement ;
- d'améliorer ou de créer des structures de dialogue et de décisions spécifique à la mer et au littoral, avec une clarification des rôles pour assurer la prise de décisions ;
- d'accompagner les appels d'offres et de projets pour une meilleure acceptabilité et un développement plus sûr des projets ;
- De soutenir la recherche et l'innovation, ainsi que le développement de démonstrateurs (CO2 → microalgues → production d'énergie et dépollution).
- d'agir spécifiquement en direction des jeunes pour favoriser la culture, la connaissance, l'identité du territoire ; mettre en place des cycles de formation sur les temps périscolaires ;
- De respecter la loi littoral, avec une vigilance particulière sur la délivrance des permis de construire, d'adapter les logements aux spécificités du littoral ;
- De sensibiliser aux effets du changement climatiques les résidents, touristes, élus et aménageurs pour une meilleure acceptabilité sociale des projets d'aménagement résilients ;
- De mettre en place une dotation climat pour les établissements publics de coopération intercommunale pour soutenir les politiques d'adaptation du territoire au changement climatique (repli stratégique...) ;
- d'accélérer la mise en place des énergies marines renouvelables, de prioriser le mix énergétique (quid de l'énergie marémotrice?).

Une analyse comparative de la France dans le monde et de la contribution de la façade Nord Atlantique – Manche Ouest à la stratégie globale serait utile.

Un participant évoque la nécessité de développer les liens terrestres entre la façade et le reste du territoire avec par exemple la création de trains containers Nantes-Lyon-Nantes ou bien encore l'amélioration des liaisons Nantes-Roissy-Nantes.

L'un des participants regrette enfin que le temps soit trop court pour pouvoir donner un avis en ayant bien cerné les idées proposées.

**Equipe d'animation de l'atelier :** DIRM : François VICTOR, Yves LOUIS ; DDTM : Cécile TOUGERON; CVRH: Valérie BOSSARD, Patrick OLLIVIER, Marc ALLARD; DEB : Sophie-Dorothée DURON ; DML : Olivier LAROUSSINIE, Julia JORDAN.